

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2015/00525]

10 OCTOBRE 2014. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 2005 déterminant les formations fonctionnelles relatives aux qualifications particulières des membres du personnel des services de police. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de l'arrêté ministériel du 10 octobre 2014 modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 2005 déterminant les formations fonctionnelles relatives aux qualifications particulières des membres du personnel des services de police (*Moniteur belge* du 24 novembre 2014).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmedy.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2015/00525]

10 OKTOBER 2014. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 december 2005 tot bepaling van de functionele opleidingen betreffende de bijzondere bekwaamheden van de personeelsleden van de politiediensten. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van het ministerieel besluit van 10 oktober 2014 tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 december 2005 tot bepaling van de functionele opleidingen betreffende de bijzondere bekwaamheden van de personeelsleden van de politiediensten (*Belgisch Staatsblad* van 24 november 2014).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmedy.

## FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES

[C – 2015/00525]

10. OKTOBER 2014 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 23. Dezember 2005 zur Festlegung der funktionellen Ausbildungen in Bezug auf die besonderen Qualifikationen der Personalmitglieder der Polizeidienste — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Ministeriellen Erlasses vom 10. Oktober 2014 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 23. Dezember 2005 zur Festlegung der funktionellen Ausbildungen in Bezug auf die besonderen Qualifikationen der Personalmitglieder der Polizeidienste.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmedy erstellt worden.

## FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES

10. OKTOBER 2014 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 23. Dezember 2005 zur Festlegung der funktionellen Ausbildungen in Bezug auf die besonderen Qualifikationen der Personalmitglieder der Polizeidienste

Der Minister des Innern,

Aufgrund des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes, des Artikels 121, ersetzt durch das Gesetz vom 26. April 2002;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. Dezember 2005 über die funktionellen Ausbildungen der Personalmitglieder der Polizeidienste, des Artikels 2 Absatz 2;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. Dezember 2005 zur Festlegung der funktionellen Ausbildungen in Bezug auf die besonderen Qualifikationen der Personalmitglieder der Polizeidienste;

Aufgrund der Verhandlungsprotokolle Nr. 304/3 und Nr. 337/2 des Verhandlungsausschusses für die Polizeidienste vom 14. November 2012 beziehungsweise 28. August 2014;

Aufgrund der Stellungnahme des Generalinspektors der Finanzen vom 13. August 2012;

Aufgrund des Einverständnisses des Staatssekretärs für den Öffentlichen Dienst vom 5. Mai 2014;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 23. Mai 2014;

In der Erwägung, dass die Stellungnahme des Bürgermeisterrats nicht ordnungsgemäß binnen der gesetzten Frist abgegeben worden ist und dass kein Antrag auf Verlängerung der Frist gestellt worden ist; dass sie infolgedessen außer Acht gelassen worden ist;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 56.509/2/V des Staatsrates vom 16. Juli 2014, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nr. 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Erlässt:

**Einzigster Artikel** - In der Anlage zum Ministeriellen Erlass vom 23. Dezember 2005 zur Festlegung der funktionellen Ausbildungen in Bezug auf die besonderen Qualifikationen der Personalmitglieder der Polizeidienste wird eine Nummer 34 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"34. Ausbildung "Begleitkraft Rückführungen".

Brüssel, den 10. Oktober 2014

M. WATHELET

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2015/03317]

27 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté royal modifiant l'AR/CIR 92 en matière de renonciation à la perception du précompte mobilier

RAPPORT AU ROI

Sire,

La Commission a adressé, le 27 juin 2008, une lettre de mise en demeure au Royaume de Belgique [SG(2008)D/204219] par laquelle elle attirait l'attention des autorités belges sur la possible incompatibilité avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2015/03317]

27 SEPTEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 betreffende de verzaking van de inning van roerende voorheffing

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De Commissie heeft op 27 juni 2008 een brief ter ingebrekestelling gericht aan het Koninkrijk België [SG(2008)D/204219] waardoor zij de aandacht van de Belgische autoriteiten vestigt op de mogelijke strijdigheid met het Verdrag betreffende de werking van de Europese

L'Accord sur l'EEE (Espace économique européen) de plusieurs dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92), tel qu'explicitées par l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 92 (AR/CIR 92).

Exonération du précompte mobilier limitée aux sociétés d'investissement belges

Une société d'investissement belge, si elle remplit certaines conditions légales, bénéficie d'office d'une exonération de précompte mobilier sur les intérêts de source belge qui lui sont versés ou attribués. En revanche une société d'investissement remplissant ces mêmes conditions légales mais établie à l'étranger ne peut pas bénéficier d'une telle exonération, de sorte que ces intérêts subissent en principe le précompte mobilier prévu par la législation fiscale belge.

En outre les sociétés d'investissement établies dans un autre Etat ne peuvent généralement pas imputer l'impôt belge perçu à la source. Les sociétés d'investissement étrangères subissent en conséquence une imposition plus lourde qu'une société d'investissement belge.

La différence de traitement a pour effet de favoriser les investissements réalisés par les sociétés d'investissement de droit belge. De plus, cette discrimination constitue une entrave au libre financement des emprunteurs, puisqu'un financement par l'intermédiaire d'une société d'investissement étrangère est fiscalement plus coûteux qu'un financement par l'intermédiaire d'une société d'investissement belge.

Cette différence de traitement est donc susceptible de restreindre la libre circulation des capitaux, garantie par l'article 56 CE, devenu article 63 du Traité FUE, et l'article 40 EEE.

Exonération du précompte mobilier limitée aux obligations, bons de caisse ou autres titres analogues d'origine belge

Seuls les intérêts provenant d'obligations, bons de caisse ou autres titres analogues d'origine belge sont exonérés. Cette règle est susceptible de dissuader les sociétés d'investissement d'investir dans des obligations, bons de caisse ou autres titres analogues émanant d'autres Etats membres de l'EEE. De plus, pour les mêmes raisons, cette règle est susceptible de constituer une entrave au libre financement des emprunteurs. Elle est donc également susceptible de restreindre la libre circulation des capitaux, garantie par l'article 56 CE, devenu article 63 du Traité FUE et l'article 40 EEE.

Exonération du précompte mobilier limitée aux titres au porteur faisant l'objet d'un dépôt à découvert auprès d'une banque belge ou d'une inscription en compte-titres en Belgique

La limitation de l'exonération de précompte mobilier aux titres au porteur faisant l'objet d'un dépôt à découvert auprès d'une banque belge ou d'une inscription en compte-titres en Belgique est susceptible de restreindre la libre prestation des services des banques établies dans les autres Etats membres de l'EEE, garantie par l'article 49 CE, devenu article 56 du Traité FUE et l'article 36 EEE. Elle est également susceptible de restreindre la libre circulation des capitaux, garantie par l'article 56 CE, devenu article 63 du Traité FUE, et l'article 40 EEE, parce que les sociétés d'investissement seront susceptibles d'être dissuadées de déposer ou d'inscrire leur titres auprès d'institutions financières établies dans d'autres Etats membres de l'EEE.

Dans la poursuite de la procédure, la Commission a émis le 21 février 2013 l'avis motivé qu'en maintenant des dispositions selon lesquelles :

1° en matière des intérêts afférents aux créances non représentées par des titres, une société d'investissement établie dans un autre Etat membre de l'UE ou Etat appartenant à l'EEE est imposée au précompte mobilier alors que les sociétés d'investissement établies en Belgique, au titre des mêmes revenus, bénéficient d'une exonération de ce précompte ;

2° en matière des titres d'origine belge donnant droit aux intérêts, le précompte mobilier est appliqué aux intérêts afférents aux titres déposés ou inscrits en compte auprès des institutions financières établies dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat appartenant à l'EEE alors que les intérêts afférents aux mêmes titres inscrits ou déposés en Belgique sont exonérés du précompte mobilier belge, le Royaume de Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 56 et 63 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et des articles 36 et 40 de l'accord EEE.

Le présent projet d'arrêté royal a pour but de mettre fin à ces discriminations.

L'article 116 de l'AR/CIR 92 limite l'exonération du précompte mobilier aux intérêts effectivement payés à des sociétés d'investissement belges. Les conditions pour l'octroi de l'exonération sont reprises à l'article 118, de l'AR/CIR 92.

Unie et het akkoord betreffende de EER (Europese Economische Ruimte) van verschillende bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), zoals uitgelegd door het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 92 (KB/WIB 92).

Vrijstelling van de roerende voorheffing beperkt tot Belgische beleggingsvennootschappen

Een Belgische beleggingsvennootschap verkrijgt, indien zij aan bepaalde wettelijke voorwaarden voldoet, automatisch een vrijstelling van de roerende voorheffing op de interesten van Belgische oorsprong die haar werden uitgekeerd of toegekend. Daarentegen kan een beleggingsvennootschap die dezelfde wettelijke voorwaarden vervult maar in het buitenland gevestigd is een dergelijke vrijstelling niet verkrijgen, zodat deze interesten in principe de roerende voorheffing voorzien door de Belgische fiscale wetgeving ondergaan.

Bovendien kunnen beleggingsvennootschappen gevestigd in een andere Staat in het algemeen de aan de bron ingehouden Belgische belasting niet verrekenen. De buitenlandse beleggingsvennootschappen ondergaan dus een zwaardere belasting dan een Belgische beleggingsvennootschap.

Het verschil in behandeling heeft als effect dat de beleggingen gerealiseerd door de beleggingsvennootschappen naar Belgisch recht worden bevoordeeld. Bovendien houdt deze discriminatie een belemmering in van de vrije financiering van de kredietnemers, doordat een financiering door tussenkomst van een buitenlandse beleggingsvennootschap fiscaal duurder is dan een financiering door tussenkomst van een Belgische beleggingsvennootschap.

Dit verschil in behandeling wordt geacht het vrij verkeer van kapitaal, gegarandeerd door artikel 56 EG, nu artikel 63 van het Verdrag WEU geworden en artikel 40 EER, te beperken.

Vrijstelling van de roerende voorheffing beperkt tot obligaties, kasbons of analoge effecten met Belgische oorsprong

Enkel de interesten van obligaties, kasbons of andere analoge effecten van Belgische oorsprong worden vrijgesteld. Deze regel wordt geacht de beleggingsvennootschappen te ontraden te investeren in obligaties, kasbons of andere analoge effecten afkomstig van andere lidstaten van de EER. Daarenboven, omwille van dezelfde redenen, wordt deze regel geacht een belemmering in te houden voor de vrije financiering van kredietnemers. Zij wordt dan ook eveneens geacht het vrij verkeer van kapitaal te beperken, gegarandeerd door artikel 56 EU, nu artikel 63 van het Verdrag WEU geworden en artikel 40 EER.

Vrijstelling van de roerende voorheffing beperkt tot effecten aan toonder die in open bewaring gegeven zijn bij een Belgische bank of ingeschreven zijn op een effectenrekening in België

De beperking van de vrijstelling van de roerende voorheffing tot effecten aan toonder die in open bewaring gegeven zijn bij een Belgische bank of ingeschreven zijn op een effectenrekening in België wordt geacht de vrije dienstverlening van banken gevestigd in andere lidstaten van de EER, gegarandeerd door artikel 49 EU, nu artikel 56 geworden van het Verdrag WEU en artikel 36 EER, te beperken. Zij wordt eveneens geacht het vrij verkeer van kapitaal te beperken, gegarandeerd door artikel 56 EU, nu artikel 63 van het Verdrag WEU geworden, en artikel 40 EER, doordat beleggingsvennootschappen geacht worden weerhouden te zijn hun effecten te bewaren of in te schrijven bij financiële instellingen gevestigd in andere lidstaten van de EER.

Tijdens de voortzetting van de procedure heeft de Commissie op 21 februari 2013 het gemotiveerd advies uitgebracht dat het Koninkrijk België, door :

1° wat betreft interesten van niet door effecten vertegenwoordigde schuldvorderingen, beleggingsvennootschappen die in een andere EU-lidstaat of een ander EER-land zijn gevestigd, aan de roerende voorheffing te onderwerpen terwijl beleggingsvennootschappen die in België zijn gevestigd, ter zake van diezelfde inkomsten van die voorheffing zijn vrijgesteld;

2° wat betreft rentegevende effecten van Belgische oorsprong, de roerende voorheffing toe te passen op de interesten van effecten die in bewaring zijn gegeven of zijn ingeschreven op een rekening bij financiële instellingen die in een andere EU-lidstaat of een ander EER-land zijn gevestigd, terwijl de interesten van diezelfde effecten die in bewaring zijn gegeven of zijn ingeschreven in België, van de Belgische roerende voorheffing zijn vrijgesteld, de krachtens de artikelen 56 en 63 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de artikelen 36 en 40 van de EER-Overeenkomst op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen.

Dit ontwerp van koninklijk besluit heeft als doel aan deze discriminaties een einde te stellen

Artikel 116 van het KB/WIB 92 beperkt de vrijstelling van de roerende voorheffing tot interesten effectief betaald aan Belgische beleggingsvennootschappen. De voorwaarden voor de toekenning van de vrijstelling worden hernomen in artikel 118, van het KB/WIB 92.

Alors que suite aux réponses apportées par la Belgique, la discrimination avancée par la Commission européenne s'est réduite aux deux points repris ci-dessus, le présent projet propose d'adapter largement l'article 116 de l'AR/CIR 92 afin qu'il soit clairement établi la volonté de la Belgique de traiter la renonciation à la perception du précompte mobilier pour les revenus alloués ou attribués à des sociétés d'investissement de l'Espace économique européen d'une façon similaire quel que soit l'Etat de leur établissement.

Afin de mettre fin à la discrimination visée au point 2° ci-dessus, entre les sociétés d'investissement belges et les sociétés d'investissement étrangères sur le plan du précompte mobilier, le présent projet élargit la condition de détention, pour l'exonération du précompte mobilier reprise à l'article 116 de l'AR/CIR 92, visée à l'article 118, § 1<sup>er</sup>, 6°, troisième tiret, c, de l'AR/CIR 92 aux limites de l'Espace économique européen (et non plus à la seule Belgique) (article 3 de l'arrêté).

Et comme la suppression des titres au porteur en Belgique est effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la disposition reprise à l'article 118, § 1<sup>er</sup>, 6°, troisième tiret, b, de l'AR/CIR 92 est devenue obsolète d'où son abrogation (article 2 de l'arrêté). L'avis du Conseil d'Etat a été suivi.

#### COMMENTAIRE DES ARTICLES

##### Article 1<sup>er</sup>

Cet article adapte les références aux sociétés d'investissement de manière à prendre en compte les modifications apportées par la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances et par la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires.

En plus de cela, la renonciation de la perception du précompte mobilier est élargie aux sociétés d'investissement établies dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen de manière à clairement les traiter de la même façon que les sociétés d'investissement belges et d'éviter une restriction de la libre circulation des capitaux.

1° Les sociétés d'investissements visées au 1° sont les sociétés d'investissement de droit belge et de droit étranger d'un Etat membre de l'Espace économique européen visées par ladite loi du 3 août 2012.

2° Les sociétés d'investissement visées au 2° sont les sociétés d'investissement de droit belge et de droit étranger d'un Etat membre de l'Espace économique européen visées par la loi du 19 avril 2014

3° Les sociétés d'investissement visées au 3° sont les sociétés d'investissement visées par des dispositions similaires aux 1° et 2°, qui sont établies dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen mais qui n'offrent pas publiquement leurs parts en Belgique.

##### Article 2

L'article 2 abroge la disposition reprise à l'article 118, § 1<sup>er</sup>, 6°, troisième tiret, b, de l'AR/CIR 92 rendu obsolète suite à la suppression des titres au porteur en Belgique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

##### Article 3

L'article 3 adapte la disposition reprise à l'article 118, § 1<sup>er</sup>, 6°, troisième tiret, alinéa 1<sup>er</sup>, c, de l'AR/CIR 92 de manière à étendre les conditions de détention aux pays membres de l'Espace économique européen autres que la Belgique.

##### Article 4

Suite à la suppression des titres au porteur au plus tard le 31 décembre 2013 visée par la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur, l'alinéa 2 de ce même article 118, § 1<sup>er</sup>, 6°, troisième tiret, n'est plus nécessaire et peut être abrogé.

##### Article 5

Cet article fixe l'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté.

##### Article 6

Le présent article charge le ministre qui a les Finances dans ses attributions de l'exécution du présent arrêté.

Telle est, Sire, la portée de l'arrêté qui Vous est soumis.

Terwijl als gevolg van de antwoorden vanwege België de door de Europese Commissie naar voor gebrachte discriminatie verminderd werd tot twee hiervoor vermelde punten, stelt dit ontwerp voor om artikel 116 van het KB/WIB 92 ruimer aan te passen zodat duidelijk blijkt dat het de wil van België is om de verzaking aan de inning van de roerende voorheffing voor de inkomsten verleend of toegekend aan beleggingsvennootschappen van de Europese Economische Ruimte op een gelijke manier te behandelen onafhankelijk van de Staat waar zij gevestigd zijn.

Teneinde een einde te stellen aan de in punt 2° hiervoor bedoelde discriminatie, tussen Belgische beleggingsvennootschappen en buitenlandse beleggingsvennootschappen op het vlak van de roerende voorheffing, breidt dit ontwerp de in artikel 118, § 1, 6°, derde streepje, c, van het KB/WIB 92 bedoelde voorwaarde van behoud, voor de vrijstelling van de roerende voorheffing opgenomen in artikel 116 van het KB/WIB 92, uit tot de Europese Economische Ruimte (en niet meer enkel tot België) (artikel 3 van het besluit).

En aangezien de opheffing van de effecten aan toonder in België effectief geworden is sinds 1 januari 2014, is de bepaling opgenomen in artikel 118, § 1, 6°, derde streepje, b, van het KB/WIB 92 achterhaald vandaar de opheffing ervan (artikel 2 van het besluit). Het advies van de Raad van State werd gevolgd.

#### ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

##### Artikel 1

Dit artikel past de verwijzingen naar de beleggingsvennootschappen aan, om zodoende rekening te houden met de wijzigingen die de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen en de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders hebben aangebracht.

Verder wordt het verzaken aan de inning van de roerende voorheffing uitgebreid tot beleggingsvennootschappen gevestigd in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte om hen op dezelfde manier te behandelen als de Belgische beleggingsvennootschappen en een beperking van het vrij verkeer van kapitaal te vermijden.

1° De beleggingsvennootschappen bedoeld in 1° zijn de beleggingsvennootschappen naar Belgisch recht en naar buitenlands recht van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte bedoeld door de vernoemde wet van 3 augustus 2012.

2° De beleggingsvennootschappen bedoeld in 2° zijn de beleggingsvennootschappen naar Belgisch recht en naar buitenlands recht van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte beoogt door de wet van 19 april 2014.

3° De beleggingsvennootschappen bedoeld in 3° zijn de beleggingsvennootschappen die beoogt worden door gelijkaardige bepalingen als 1° en 2°, die gevestigd zijn in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte maar die hun aandelen niet publiekelijk aanbieden in België.

##### Artikel 2

Artikel 2 heft de bepaling opgenomen in artikel 118, § 1, 6°, derde streepje, b, van het KB/WIB 92 die achterhaald is door de opheffing van effecten aan toonder in België sinds 1 januari 2014.

##### Artikel 3

Artikel 3 past de bepaling aan hernomen in artikel 118, § 1, 6°, derde streepje, eerste lid, c, van het KB/WIB 92 zodat de voorwaarden van behoud worden uitgebreid naar de lidstaten van de Europese Economische Ruimte, ander dan België.

##### Artikel 4

Ten gevolge van de afschaffing van de effecten aan toonder ten laatste op 31 december 2013, bedoeld door de wet van 14 december 2005 houdende afschaffing van de effecten aan toonder, is het tweede lid van ditzelfde artikel 118, § 1, 6°, derde streepje, KB/WIB 92 niet meer noodzakelijk en kan het worden opgeheven.

##### Artikel 5

Dit artikel regelt de inwerkingtreding van de bepalingen van dit besluit.

##### Artikel 6

Dit artikel belast de minister van Financiën met de uitvoering van dit besluit.

Dit is, Sire, de draagwijdte van het besluit dat U wordt voorgelegd.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

AVIS 57.556/1/V DU 25 AOUT 2015, DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL "MODIFIANT L'AR/CIR 92 EN MATIERE DE RENONCIATION A LA PERCEPTION DU PRECOMPTE MOBILIER"

Le 10 juillet 2015, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit jusqu'au 26 août 2015 (\*), sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'AR/CIR 92 en matière de renonciation à la perception du précompte mobilier'.

Le projet a été examiné par la première chambre des vacances le 18 août 2015.

La chambre était composée de Jo Baert, président de chambre, Koen Muylle et Patricia De Somere, conseillers d'Etat, Bruno Peeters, assesseur, et Greet Verberckmoens, greffier.

Le rapport a été présenté par Tim Corthaut, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Jan Smets, conseiller d'Etat.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 août 2015.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation s'est limitée à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique et de l'accomplissement des formalités prescrites.

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'adapter les articles 116 et 118 de l'arrêté royal du 27 août 1993 'd'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992' (ci-après : AR/CIR 1992) après que la Commission européenne a engagé une procédure devant la Cour de justice de l'Union européenne en raison de la portée de ces dispositions (1). Selon la Commission, les articles 116 et 118 actuels de l'AR/CIR 92 sont contraires à la liberté d'établissement et à la liberté de circulation des services.

3. Le fondement juridique des dispositions en projet est recherché à juste titre dans l'article 266 du Code des impôts sur les revenus 1992 (ci-après : CIR 92). L'alinéa 1<sup>er</sup> de cet article habilite le Roi à renoncer à la perception du précompte mobilier. Le premier alinéa du préambule du projet pourrait donc viser plus particulièrement l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 266 précité du CIR 92.

4. Pour le surplus, le projet n'appelle pas d'autres observations en ce qui concerne les points examinés

Le Greffier, Le Président,  
G. Verberckmoens. J. Baert.

(\*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, in fine, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août

(1) C.J.U.E., C-589/14, Commission c. Belgique, J.O., C 73, 2 mars 2015, p. 15.

27 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté royal modifiant l'AR/CIR 92 en matière de renonciation à la perception du précompte mobilier (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 266, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 avril 1995, par l'arrêté royal du 7 décembre 2007 et par la loi du 13 décembre 2012;

Vu l'AR/CIR 92;

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

ADVIES 57.856/1/V VAN 25 AUGUSTUS 2015, VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT "TOT WIJZIGING VAN HET KB/WIB 92 BETREFFENDE DE VERZAKING VAN DE INNING VAN ROERENDE VOORHEFFING"

Op 10 juli 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd tot 26 augustus 2015 (\*), een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het KB/WIB 92 betreffende de verzaking van de inning van roerende voorheffing'.

Het ontwerp is door de eerste vakantiekamer onderzocht op 18 augustus 2015.

De kamer was samengesteld uit Jo Baert, kamervoorzitter, Koen Muylle en Patricia De Somere, staatsraden, Bruno Peeters, assessor, en Greet Verberckmoens, griffier

Het verslag is uitgebracht door Tim Corthaut, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jan Smets, staatsraad

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 augustus 2015.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich beperkt tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan

2. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt tot het aanpassen van de artikelen 116 en 118 van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 'tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992' (hierna: KB/WIB 92), nadat de Europese Commissie omwille van de strekking van die bepalingen een procedure voor het Hof van Justitie van de Europese Unie is gestart (1). Volgens de Commissie zijn de huidige artikelen 116 en 118 van het KB/WIB 92 strijdig met de vrijheid van vestiging en het vrij verkeer van diensten.

3. De rechtsgrond voor de ontworpen bepalingen wordt terecht gezocht in artikel 266 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 (hierna: WIB 92). Het eerste lid van dat artikel machtigt de Koning om af te zien van de inning van de roerende voorheffing. In het eerste lid van de aanhef van het ontwerp zou dus meer bepaald naar het eerste lid van voormeld artikel 266 van het WIB 92 kunnen worden verwezen.

4. Voor het overige zijn bij het ontwerp, wat de onderzochte punten betreft, geen verdere opmerkingen te maken.

De Griffier, De Voorzitter,  
G. Verberckmoens. J. Baert.

(\*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, in fine, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege wordt verlengd met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

(1) HvJ C-589/14 Commissie v. België, Pb.C 2 maart 2015, afl. 73, 15.

27 SEPTEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 betreffende de verzaking van de inning van roerende voorheffing (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 266, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 4 april 1995, bij het koninklijk besluit van 7 december 2007 en bij de wet van 13 december 2012;

Gelet op het KB/WIB 92;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le 9 mars 2015;

Vu l'accord du ministre du Budget, donné le 9 juillet 2015;

Vu l'avis n° 57.856/1/V du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 116, AR/CIR 92, remplacé par l'arrêté royal du 4 décembre 2000 et modifié par les arrêtés royaux des 15 mai 2003 et 20 janvier 2005, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 116. Il est renoncé totalement à la perception du précompte mobilier sur les revenus visés aux articles 17 et 90, 6°, et 11°, du Code des impôts sur les revenus 1992, autres que les dividendes d'origine belge, qui sont alloués ou attribués à des sociétés d'investissement :

1° visées aux articles 15, 148 et 271/10 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances;

2° visées aux articles 190, 195, 257 et 298 de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires;

3° visées par des dispositions de droit étranger similaires aux 1° et 2° et

- établies dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen et

- qui n'offrent pas publiquement leurs parts en Belgique."

**Art. 2.** L'article 118, § 1<sup>er</sup>, 6°, troisième tiret, alinéa 1<sup>er</sup>, b, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 7 décembre 2007 et modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, est abrogé.

**Art. 3.** A l'article 118, § 1<sup>er</sup>, 6°, troisième tiret, alinéa 1<sup>er</sup>, c, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 7 décembre 2007 et modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, les mots "ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen" sont insérés entre les mots "en compte-titre en Belgique" et les mots ", au nom de son propriétaire".

**Art. 4.** A l'article 118, § 1<sup>er</sup>, 6°, troisième tiret, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 7 décembre 2007 et modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 5.** Le présent arrêté est applicable aux revenus alloués ou attribués à partir du premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Le ministre qui a les Finances dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus 1992, coordonné par arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

Loi du 4 avril 1995, *Moniteur belge* du 23 mai 1995, err. 1<sup>er</sup> juillet 1995.

Arrêté royal du 7 décembre 2007, *Moniteur belge* du 12 décembre 2007, éd. 2 – err. 11 avril 2008.

Loi du 13 décembre 2012, *Moniteur belge* du 20 décembre 2012.

Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 9 maart 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 9 juli 2015;

Gelet op advies nr. 57.856/1/V van de Raad van State, gegeven op 25 augustus 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 116, KB/WIB 92, vervangen bij koninklijk besluit van 4 december 2000 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 mei 2003 en 20 januari 2005, wordt vervangen als volgt :

"Art. 116. Van de inning van de roerende voorheffing wordt volledig afgezien met betrekking tot de in de artikelen 17 en 90, 6°, en 11°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde inkomsten, andere dan dividend van Belgische oorsprong, die worden verleend of toegekend aan beleggingsvennootschappen :

1° als bedoeld in de artikelen 15, 148 en 271/10 van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen;

2° als bedoeld in de artikelen 190, 195, 257 en 298 van de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders;

3° als bedoeld in bepalingen van buitenlands recht gelijkaardig aan deze in 1° en 2° en

- die zijn gevestigd in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte en

- die hun rechten van deelneming niet openbaar aanbieden in België."

**Art. 2.** Artikel 118, § 1, 6°, derde streepje, eerste lid, b, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 7 december 2007 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 118, § 1, 6°, derde streepje, eerste lid, c, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 7 december 2007 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, worden de woorden "of in een andere Lidstaat van de Europese Economische Ruimte" ingevoegd tussen de woorden "in België" en de woorden "op naam van".

**Art. 4.** In artikel 118, § 1, 6°, derde streepje, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 7 december 2007 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 5.** Dit besluit is van toepassing op de inkomsten die toegekend of toegewezen zijn vanaf de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 6.** De minister die bevoegd is voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 september 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1992.

Wet van 4 april 1995, *Belgisch Staatsblad* van 23 mei 1995, err. 1 juli 1995.

Koninklijk besluit van 7 december 2007, *Belgisch Staatsblad* van 12 december 2007, ed. 2 – err. 11 april 2008.

Wet van 12 december 2012, *Belgisch Staatsblad* van 20 december 2012.

Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.